

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 AVRIL 1910.

Proposition tendant à modifier la procédure parlementaire en ce qui concerne les projets de loi d'intérêt spécial.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Le projet de résolution que nous soumettons à la Chambre a pour objet de hâter le vote d'une série de projets de loi d'intérêt spécial dont le caractère d'urgence n'est pas contesté, mais que la brièveté de nos séances ne permet pas de discuter.

Il s'inspire de ce qui est admis dans les parlements étrangers. Le rapport de M. Standaert sur le Budget de la Justice a signalé déjà que par l'organisation de commissions spéciales, le Parlement allemand était parvenu en un laps de temps fort court à achever l'œuvre colossale de la revision du Code civil. En France, les projets de loi dits d'intérêt local, très importants et fort nombreux, sont au début des séances votés sans discussion, celles-ci ayant eu lieu dans les commissions.

Notre travail préparatoire des lois, d'autre part, a souvent donné lieu à des critiques parfois justifiées. Les sections sont peu fréquentées, leurs débats peu suivis, leur résumé souvent incomplet ou sans signification. Chacun se réserve pour la discussion publique, qui est toujours fort longue et contient même parfois des hors-d'œuvre.

Les séances étant ainsi remplies, les projets d'intérêt spécial, malgré leur utilité que tout le monde proclame, sont relégués dans les cartons.

Ces projets, bien souvent, ne sollicitent l'attention que d'un nombre de membres assez restreint : ceux que leurs études ou leur profession ont amenés à connaître la matière dont ils traitent.

Pourquoi exiger que la moitié plus un des membres de la Chambre assistent à une discussion entre spécialistes ?

Assurément, la solution ne peut pas dépendre de ces seuls spécialistes. La loi doit être votée par appel nominal. Mais l'opinion de cette majorité se formera mieux, semble-t-il, sur pièces.

Le projet de résolution présente donc deux avantages : une préparation plus complète, une solution prompte.

L'organisation que nous proposons est la suivante :

Les projets de loi seront, conformément au règlement, rapportés par des sections centrales ou des commissions spéciales.

Les rapports concernant ceux de ces projets que l'on peut qualifier d'intérêt spécial sont renvoyés à la commission que nous proposons d'instituer.

Que faut-il entendre par projets d'intérêt spécial ?

Le projet de résolution en donne une énumération empruntée à l'ordre du jour actuel de la Chambre. Elle est exemplative, car un vote de la Chambre peut, après le dépôt du rapport de la section centrale, prononcer le renvoi à la Commission.

Les projets d'ordre politique ne sont naturellement pas d'intérêt spécial, de même les lois de finances. Par contre, il faut ranger dans la catégorie que nous visons les projets d'ordre juridique, et même la plupart des projets d'intérêt local.

La Commission est composée de 20 membres, mais il est naturel que le rapporteur de la section centrale fasse de droit partie de la Commission lorsqu'elle délibère sur le projet qu'il a rapporté. Tous les membres de la Chambre que la question spéciale intéresse auront le droit de prendre part à la discussion, de proposer des amendements. Le Gouvernement s'expliquera, sera interrogé. Il pourra se faire représenter au sein de la Commission par un fonctionnaire spécialement compétent en la matière. Ce sera l'examen par la Chambre elle-même, la discussion plus sobre, sans doute plus complète et plus approfondie.

Il importe évidemment que cette discussion laisse des traces afin d'aider les interprètes de la loi. C'est pourquoi nous proposons qu'elle soit sténographiée, publiée au *Compte rendu analytique* et aux *Annales*, et que la Presse soit conviée à y assister. Cette publicité assurera aux débats toute l'ampleur nécessaire.

Restent maintenant les mesures à prendre pour hâter le vote de la Chambre.

Si la discussion a été épuisée dans cette commission, le vote peut avoir lieu le mercredi de la semaine suivant la publication du compte rendu à condition que la discussion ne reprenne pas en séance plénière. L'on peut espérer qu'il en sera le plus souvent ainsi, car la crainte des longueurs existe aussi bien chez l'orateur que chez l'auditeur. Si au contraire le projet continue à être discuté, il prendra son rang à la suite de l'ordre du jour, et dans ce cas l'un seulement des avantages que nous signalons sera atteint : le projet sera mieux préparé et les points de discussion mieux déterminés.

Il va de soi que l'on ne doit pas considérer comme donnant lieu à discussion un projet qui ne susciterait que de brèves observations ou des votes sur des amendements proposés par la Commission ou par des membres de la Chambre.

En vue de permettre d'apprécier si le projet donnera lieu à discussion à la séance plénière, les membres de la Chambre qui désirent prendre part aux débats sont priés d'en aviser la Commission. La liste d'inscription sera donc dressée par elle et renseignée dans les compte rendus.

En résumé, le projet de résolution tend à organiser pour une catégorie restreinte de projets la discussion en séances officielles et permet ainsi de rendre le travail législatif plus fructueux.

MONVILLE.

PROPOSITION

tendant à modifier la procédure parlementaire en ce qui concerne les projets de loi d'intérêt spécial.

Il est institué une commission de vingt membres, désignés chaque année par le Bureau, à laquelle sont envoyés les rapports des sections centrales et commissions qui ont examiné les projets de loi d'intérêt spécial.

Sont renvoyés à cette commission les projets de loi concernant :

Modification des articles 2271 et 2272 du Code civil n° 107 (session de 1906-1907).

Modification de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques, et de celles du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis, n° 193 (session de 1907-1908).

Réorganisation de la police rurale, n° 212 (session de 1908-1909).

Etablissement d'une taxe, au profit de l'État, sur les enseignes, pancartes et tableaux destinés à la publicité industrielle ou commerciale, n° 259 (session de 1908-1909).

Cette commission nomme son président et son secrétaire, fixe l'ordre du jour de ses séances, qui est publié aux *Annales parlementaires* et au *Compte rendu analytique*. Elle examine les rapports qui lui sont renvoyés, entend le Gouvernement et l'invite, s'il y a lieu, à prendre part à ses délibérations ou

VOORSTEL

strekkende tot invoering van eene andere werkwijze bij de behandeling, door de Kamer, van wetsontwerpen van bijzonder belang.

Er wordt eene Commissie ingesteld van twintig leden, jaarlijks door het Bureau aan te wijzen; naar deze worden verzonden de verslagen van de middenafdeelingen en van de commissiën, welke de wetsontwerpen van bijzonder belang onderzochten.

Naar deze Commissie worden verwezen de wetsontwerpen betreffende :

De wijziging der artikelen 2271 en 2272 van het Burgerlijk Wetboek, n° 107 (zittingsjaar 1906-1907);

De wijziging der wet van 16 December 1851 op de voorrechten en hypotheeken en der wet van 18 April 1851 op de faillissementen, bankbreuken en opschorsingen van betaling, n° 193 (zittingsjaar 1907-1908);

De herinrichting van de landelijke politie, n° 212 (zittingsjaar 1908-1909);

De belasting, ten bate van den Staat, op uithangborden, plakaten en schilderstukken, moettende dienen tot bekendmaking van nijverheids- of handelsbedrijven, n° 259 (zittingsjaar 1908-1909).

De Commissie benoemt haren voorzitter en haren secretaris; zij bepaalt de dagorde van hare zittingen, welke wordt opgenomen in de *Handelingen* en in het *Beknopt Verslag*. Zij onderzoekt de naar haar verzonden verslagen, zij hoort de Regeering en verzoekt deze, zoo daartoe redenen zijn, aan hare be-

à y déléguer un fonctionnaire spécialement compétent en la matière, formule les amendements aux projets de loi. Tous les membres de la Chambre sont admis à prendre part à ses délibérations et à présenter des amendements. La Commission délibère, quel que soit le nombre de ses membres présents.

Les débats de la Commission sont recueillis par les services des *Annales parlementaires* et du *Compte rendu analytique*.

Les projets adoptés par la Commission sont portés à l'ordre du jour de la séance de la Chambre le mercredi de la semaine qui suit la distribution du compte rendu. Il est procédé le jour même au vote sur les projets s'ils ne donnent pas lieu à discussion, mais seulement à de brèves observations.

Les projets de loi renvoyés à la Commission qui donneraient lieu à discussion en séance publique sont renvoyés à la suite de l'ordre du jour.

Les membres de la Chambre qui désirent prendre part à la discussion en séance publique de la Chambre sont priés d'en aviser la Commission.

Les membres de la Presse sont invités à assister aux séances de la Commission.

Indépendamment des projets indiqués, la Commission examine tous les projets d'intérêt spécial qui lui sont renvoyés par la Chambre.

raadslagingen deel te nemen of ze te doen bijwonen door een ambtenaar, bijzonder bevoegd in de te behandelen zaak; de amendementen op de wetsontwerpen worden door haar opgesteld. Al de leden der Kamer mogen aan hare beraadslagingen deelnemen en hebben het recht amendementen in te dienen. Deze Commissie beraadslaagt, welk ook het getal harer aanwezige leden is.

De debatten der Commissie worden opgenomen door de diensten van de *Handelingen* en van het *Beknopt Verslag*.

De ontwerpen, door de Commissie aangenomen, worden op de dagorde der Kamervergadering gebracht den Woensdag van de week volgende op de ronddeeling van het verslag. Denzelfden dag wordt gestemd over de wetsontwerpen, indien deze geene aanleiding geven tot bespreking, doch enkel tot korte opmerkingen.

De naar de Commissie verwezen wetsontwerpen, welke aanleiding mochten geven tot beraadslaging in openbare vergadering, worden, naar mate zij inkomen, op de dagorde gebracht.

Kamerleden, die wenschen deel te nemen aan de beraadslaging in openbare vergadering der Kamer, worden verzocht daarvan kennis te geven aan de Commissie.

De leden der Pers worden uitgenoodigd de vergaderingen der Commissie bij te wonen.

Behalve de opgegeven ontwerpen, onderzoekt de Commissie al de ontwerpen van bijzonder belang, naar haar verzonden door de Kamer.

Paul JANSON,
MONVILLE,
Fernand Cocq.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 APRIL 1910.

Voorstel strekkende tot invoering van eene andere werkwijze bij de behandeling,
door de Kamer, van wetsontwerpen van bijzonder belang.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het voorstel, dat wij aan de Kamer onderwerpen, heeft ten doel, de stemming te bespoedigen van eene reeks wetsontwerpen van bijzonder belang, die onbetwistbaar spoedvereischend zijn, doch uit hoofde van onze korte vergaderingen niet in behandeling kunnen genomen worden.

Het steunt op hetgeen is aangenomen in de parlementen van het buitenland. Het verslag van den heer Standaert over de Begroting van Justitie heeft reeds doen uitschijnen dat, dank zij de inrichting van Bijzondere Commissiën, het Deutsche Parlement er toe gekomen was, het reuzenwerk van de herziening van het Burgerlijk Wetboek op heel korten tijd te voltooien. In Frankrijk worden de wetsontwerpen zoogezegd van plaatselijk belang, doch zeer gewichtig en zeer talrijk, bij den aanvang der vergaderingen zonder bespreking goedgekeurd, daar deze plaats grijpt in de commissiën.

Ons voorbereidend werk der wetten gaf, anderzijds, dikwijls aanleiding tot soms gegronde bezwaren. De Afdeelingen worden weinig bijgewoond, de besprekingen worden er weinig in acht genomen en het verslag daarvan is dikwijls onvolledig of onbeduidend. Iedereen wacht naar de openbare behandeling, die steeds breedvoerig is en soms zelfs buiten spoor loopt.

De vergaderingen daardoor ingenomen zijnde, geraken de ontwerpen van bijzonder belang in den vergeetboek, ofschoon eenieder het nut daarvan erkent.

Zeer dikwijls wekken die ontwerpen enkel de aandacht van een vrij beperkt getal leden, namelijk van die, door hunne studiën of door hun beroep, de behandelde stof kennen.

Waarom eischt men dat de volstreckte meerderheid der Kamerleden eene bespreking onder vakmannen bijwone?

Ongetwijfeld mag de oplossing niet afhangen van die vakmannen alleen. De wet moet bij naamafroeping aangenomen worden. Het schijnt echter dat die meerderheid hare meening beter zal kunnen vormen uit de stukken.

Ons voorstel levert dus een dubbel voordeel op : volledigere voorbereiding, spoedigere oplossing.

De regeling, die wij voorstellen, bestaat hierin :

Over de wetsontwerpen zal, overeenkomstig het reglement, verslag worden uitgebracht door de Middenafdeelingen of door de Bijzondere Commissiën.

De verslagen betreffende de ontwerpen, waarvan mag worden gezegd dat zij van bijzonder belang zijn, worden verwezen naar de Commissie die wij voorstellen tot stand te brengen.

Wat moet men verstaan door ontwerpen van bijzonder belang?

In ons voorstel komt eene opgave daarvan voor, ontleend aan de huidige dagorde der Kamer. Ze strekt enkel tot voorbeeld ; immers, eene stemming der Kamer kan, na overlegging van het verslag der Middenafdeeling, de verwijzing naar de Commissie voorschrijven.

De ontwerpen van politieken aard leveren natuurlijk geen bijzonder belang op, evenmin als de financiewetten. Daarentegen moet men onder de door ons bedoelde ontwerpen rangschikken diegene, welke van rechtskundigen aard zijn, en zelfs meest al de ontwerpen van plaatselijk belang.

De Commissie is samengesteld uit twintig leden, doch het is natuurlijk dat de verslaggever der Middenafdeeling van rechtswege lid van de Commissie zij, wanneer zij het ontwerp behandelt, waarover hij verslag uitbracht. Al de Kamerleden, die belang stellen in het bijzonder vraagstuk, hebben het recht deel te nemen aan de bespreking en amendementen in te dienen. De Regeering zal uitleggingen geven en ondervraagd worden. Zij kan zich in den schoot der Commissie doen vertegenwoordigen door een ambtenaar, die bijzonder bevoegd is in de zaak. Zóó wordt de zaak onderzocht door de Kamer zelf, zóó wordt de behandeling korter en ongetwijfeld vollediger, grondiger.

't Is natuurlijk noodig dat die behandeling worde opgenomen om de verklaarders van de wet te helpen. Daarom ook stellen wij voor dat zij, door snelschrijvers opgenomen, in het *Beknopt Verslag* en in de *Handelingen* bekend gemaakt wordt, en dat de Pers verzocht wordt ze bij te wonen. Door deze ruchtbaarheid zal aan de besprekingen de noodige omvang gegeven worden.

Er dienen nu maatregelen te worden genomen om de stemming door de Kamer te bespoedigen.

Is de behandeling in die Commissie afgeloopen, dan kan tot de stemming worden overgegaan den Woensdag der week volgende op de ronddeeling van het verslag, mits de behandeling niet herbegint in volle vergadering. Men mag hopen dat zulks meesttijds zal gebeuren, want zoowel redenaars als toehoorders worden afgeschrikt door langdradige besprekingen. Wordt integendeel het ontwerp opnieuw in behandeling genomen, dan zal het plaats nemen achteraan op de dagorde, en in dat geval zal slechts één van de voordeelen bereikt zijn welke wij deden uitschijnen : het ontwerp zal beter voorbereid zijn en de te behandelen punten beter bepaald.

't Spreekt vanzelf dat men niet moet aanzien als aanleiding gevende tot bespreking om 't even welk ontwerp waarover enkel kortbondige opmerkingen in 't midden zouden worden gebracht of waarbij zou gestemd worden over amendementen uitgaande van de Commissie of van de Kamerleden.

Opdat men zou kunnen nagaan of het ontwerp aanleiding zal geven tot bespreking in volle vergadering, worden de Kamerleden, die wenschen deel te nemen aan de debatten, verzocht de Commissie ervan te verwittigen. De lijst der ingeschreven redenaars zal dus door haar opgemaakt en in de verslagen vermeld worden.

Kortom, ons voorstel strekt om voor eene beperkte soort van ontwerpen de behandeling in halfambtelijke vergaderingen te regelen; zóó kan het de werkzaamheden der Kamer vruchtbaarder maken.

MONVILLE.

PROPOSITION

tendant à modifier la procédure parlementaire en ce qui concerne les projets de loi d'intérêt spécial.

Il est institué une commission de vingt membres, désignés chaque année par le Bureau, à laquelle sont envoyés les rapports des sections centrales et commissions qui ont examiné les projets de loi d'intérêt spécial.

Sont renvoyés à cette commission les projets de loi concernant :

Modification des articles 2271 et 2272 du Code civil n° 107 (session de 1906-1907).

Modification de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques, et de celles du 18 avril 1851 sur les faillites, banqueroutes et sursis, n° 193 (session de 1907-1908).

Réorganisation de la police rurale, n° 212 (session de 1908-1909).

Établissement d'une taxe, au profit de l'État, sur les enseignes, pancartes et tableaux destinés à la publicité industrielle ou commerciale, n° 259 (session de 1908-1909).

Cette commission nomme son président et son secrétaire, fixe l'ordre du jour de ses séances, qui est publié aux *Annales parlementaires* et au *Compte rendu analytique*. Elle examine les rapports qui lui sont renvoyés, entend le Gouvernement et l'invite, s'il y a lieu, à prendre part à ses délibérations ou

VOORSTEL

strekkende tot invoering van eene andere werkwijze bij de behandeling, door de Kamer, van wetsontwerpen van bijzonder belang.

Er wordt eene Commissie ingesteld van twintig leden, jaarlijks door het Bureau aan te wijzen; naar deze worden verzonden de verslagen van de middenafdeelingen en van de commissiën, welke de wetsontwerpen van bijzonder belang onderzochten.

Naar deze Commissie worden verwezen de wetsontwerpen betreffende :

De wijziging der artikelen 2271 en 2272 van het Burgerlijk Wetboek, n° 107 (zittingsjaar 1906-1907);

De wijziging der wet van 16 December 1851 op de voorrechten en hypotheeken en der wet van 18 April 1851 op de faillissementen, bankbreuken en opschorsingen van betaling, n° 193 (zittingsjaar 1907-1908);

De herinrichting van de landelijke politie, n° 212 (zittingsjaar 1908-1909);

De belasting, ten bate van den Staat, op uithangborden, plakaten en schilderstukken, moettende dienen tot bekendmaking van nijverheids- of handelsbedrijven, n° 259 (zittingsjaar 1908-1909).

De Commissie benoemt haren voorzitter en haren secretaris; z bepaalt de dagorde van hare zittingen, welke wordt opgenomen in de *Handelingen* en in het *Beknopt Verslag*. Zij onderzoekt de naar haar verzonden verslagen, zij hoort de Regeering en verzoekt deze, zoo daartoe redenen zijn, aan hare be-

à y déléguer un fonctionnaire spécialement compétent en la matière, formule les amendements aux projets de loi. Tous les membres de la Chambre sont admis à prendre part à ses délibérations et à présenter des amendements. La Commission délibère, quel que soit le nombre de ses membres présents.

Les débats de la Commission sont recueillis par les services des *Annales parlementaires* et du *Compte rendu analytique*.

Les projets adoptés par la Commission sont portés à l'ordre du jour de la séance de la Chambre le mercredi de la semaine qui suit la distribution du compte rendu. Il est procédé le jour même au vote sur les projets s'ils ne donnent pas lieu à discussion, mais seulement à de brèves observations.

Les projets de loi renvoyés à la Commission qui donneraient lieu à discussion en séance publique sont renvoyés à la suite de l'ordre du jour.

Les membres de la Chambre qui désirent prendre part à la discussion en séance publique de la Chambre sont priés d'en aviser la Commission.

Les membres de la Presse sont invités à assister aux séances de la Commission.

Indépendamment des projets indiqués, la Commission examine tous les projets d'intérêt spécial qui lui sont renvoyés par la Chambre.

raadselingen deel te nemen of ze te doen bijwonen door een ambtenaar, bijzonder bevoegd in de te behandelen zaak; de amendementen op de wetsontwerpen worden door haar opgesteld. Al de leden der Kamer mogen aan hare beraadslagingen deelnemen en hebben het recht amendementen in te dienen. Deze Commissie beraadslaagt, welk ook het getal harer aanwezige leden is.

De debatten der Commissie worden opgenomen door de diensten van de *Handelingen* en van het *Beknopt Verslag*.

De ontwerpen, door de Commissie aangenomen, worden op de dagorde der Kamervergadering gebracht den Woensdag van de week volgende op de ronddeeling van het verslag. Denzelfden dag wordt gestemd over de wetsontwerpen, indien deze geene aanleiding geven tot bespreking, doch enkel tot korte opmerkingen.

De naar de Commissie verwezen wetsontwerpen, welke aanleiding mochten geven tot beraadslaging in openbare vergadering, worden, naar mate zij inkomen, op de dagorde gebracht.

Kamerleden, die wenschen deel te nemen aan de beraadslaging in openbare vergadering der Kamer, worden verzocht daarvan kennis te geven aan de Commissie.

De leden der Pers worden uitgenoodigd de vergaderingen der Commissie bij te wonen.

Behalve de opgegeven ontwerpen, onderzoekt de Commissie al de ontwerpen van bijzonder belang, naar haar verzonden door de Kamer.

Paul JANSON,
MONVILLE,
Fernand Cocq.